

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/MA/IDB/W/3/Rev.1

11 mars 1998

(98-0989)

Comité de l'accès aux marchés

PROGRAMME D'ASSISTANCE TECHNIQUE CONCERNANT LA BDI

Note du Secrétariat

Révision

I. RAPPEL DES FAITS

Le 24 juin 1997, le Comité de l'accès aux marchés a approuvé un projet de décision concernant la communication de renseignements pour la base de données intégrée sur ordinateurs personnels, qui a été transmis au Conseil général et adopté le 16 juillet 1997 (WT/L/225).

Aux termes de la décision du Conseil:

- "1. Les Membres de l'OMC communiqueront au Secrétariat, sur une base annuelle, les renseignements mentionnés dans le document G/MA/IDB/1/Rev.1.
2. Le Secrétariat fournira aux Membres qui en feront la demande une assistance technique concernant la communication des données requises pour la base de données intégrée sur ordinateurs personnels.
3. La communication des données requises pour la base de données intégrée sur ordinateurs personnels sera sans préjudice des droits et obligations des Membres au titre des Accords de l'OMC."

Ainsi qu'il est expliqué dans le document G/MA/IDB/1/Rev.1, les communications destinées à la BDI contiendront des statistiques d'importation et des données tarifaires pour l'année n-1, des données tarifaires pour l'année n et des informations de référence. Les informations énumérées dans la colonne "Références" seront utilisées par le Secrétariat pour normaliser certaines données tirées des communications reçues des divers Membres. Les Membres doivent fournir des tableaux de corrélations tarifaires nationales indiquant les différences entre les nomenclatures tarifaires pour l'année n et l'année n-1 dans les cas où des changements sont intervenus. En ce qui concerne les droits NPF, les données concernant les types de droits suivants seront communiquées:

- droits consolidés actuels;
- droits effectivement appliqués actuels.

Il s'agira tout d'abord d'accepter ce qui est déjà disponible dans les administrations nationales afin de réduire au minimum le travail à leur niveau. Lorsque des données informatisées ne sont pas disponibles dans ces administrations ou sont en cours d'élaboration, le Secrétariat fournira aux Membres une assistance technique par le biais de l'application existante pour l'entrée de données sur PC, une fois que celle-ci aura été révisée pour inclure les nouvelles fonctions demandées par les Membres. Le système de base devra auparavant être devenu opérationnel.

Le principal objectif visé est d'améliorer la participation à la BDI grâce à des données utiles, de qualité et à jour. Le Secrétariat mettra ensuite l'accent sur la création d'un "entrepôt de données" pour la BDI, qui contiendra des données brutes et des fichiers de résumés permettant aux utilisateurs de produire, à l'aide d'un logiciel standard pour PC tel que Lotus, Excel, PC DBMS, des rapports à diffuser aux Membres. La conception de la BDI sur PC est délibérément souple, afin que des éléments d'information supplémentaires puissent être ajoutés à une date ultérieure.

II. PROGRAMME D'ASSISTANCE TECHNIQUE CONCERNANT LA BDI

Dans le présent document, on étudie la possibilité de mettre sur pied un programme d'assistance technique concernant la BDI sur PC. Il y est question entre autres des éléments suivants:

- logiciel PC pour la préparation des communications;
 - participation à des séminaires de formation organisés par l'OMC au sujet de la BDI;
 - organisation de séminaires sur la BDI adaptés aux besoins régionaux et aux Membres de l'OMC;
 - établissement de points de contact dans les missions et les administrations nationales;
 - collaboration avec d'autres organisations internationales et secrétariats régionaux en matière de suivi; et
 - assistance via Internet.
- a) Logiciel PC pour la préparation des communications

Pour faciliter la réception des données communiquées par les Membres, le logiciel d'application mis au point par la Banque interaméricaine de développement (BID) dans le contexte de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) sera utilisé. Le logiciel comprend des fonctions pour la saisie et la mise à jour des données, l'importation de données provenant de fichiers externes, la validation des données, ainsi que l'harmonisation de la nomenclature pour les données tarifaires et les statistiques d'importation. Il est disponible uniquement en version DOS et a été conçu pour l'élaboration de communications complètes destinées à la BDI, mais les pays Membres pourront l'utiliser pour établir leurs communications destinées à la BDI sur PC. Des discussions seraient engagées avec la BID au sujet des versions ultérieures du logiciel, par exemple une version Windows.

b) Participation à des séminaires de formation organisés par l'OMC au sujet de la BDI

L'assistance technique inclurait la participation du personnel chargé de la BDI à des séminaires portant sur des questions liées à l'accès aux marchés, ainsi qu'à des ateliers déjà prévus dans le plan triennal (1998-2000) du Programme de coopération technique de l'OMC.

Les représentants des pays participant à ces séminaires pourraient consulter le personnel chargé de la BDI au sujet de la méthodologie et des aspects techniques des données tarifaires et statistiques d'importation communiquées à l'OMC, afin de bien comprendre les conditions relatives à la BDI. Les pays pourront faire part au personnel chargé de la BDI des difficultés rencontrées dans la préparation des communications destinées à la base de données et renforcer les contacts établis pour les communications ultérieures. Des séances d'information pourraient être organisées à l'intention de fonctionnaires ne participant pas à la collecte de statistiques

sur les droits de douane et les importations pour qu'ils puissent expliquer aux autorités compétentes les conditions relatives à la BDI. En outre, on pourrait distribuer aux participants les lignes directrices pour la préparation des communications destinées à la BDI, en leur indiquant également les points de contact au Secrétariat.

Par ailleurs, des démonstrations du CD-ROM de la BDI pourraient être organisées dans le cadre de ces séminaires; elles permettraient de montrer les possibilités d'extraction de données dont les pays pourraient tirer parti dans leurs négociations bilatérales, ainsi que pour analyser leurs possibilités d'exportation et d'autres moyens de diversifier leurs échanges.

De même, le personnel du Secrétariat participant à des activités de coopération technique, à l'organisation de séminaires ou à la collecte de données dans les administrations nationales pourrait donner une formation concernant les conditions relatives à la BDI. Lorsqu'elles sont en mission, ces personnes pourraient établir des points de contact pour la BDI et, dans la mesure du possible, recueillir les renseignements disponibles pour la base de données.

c) Organisation de séminaires sur la BDI adaptés aux besoins régionaux et aux Membres de l'OMC

Le Secrétariat analyserait tout d'abord les problèmes rencontrés dans les communications reçues au cours des quatre premiers mois de l'année. Il examinerait les communications incomplètes pour déterminer les problèmes les plus fréquents. Sur la base de cette analyse, des missions ou séminaires individuels seraient organisés.

Pendant le premier semestre de 1998, après l'analyse des premières communications, des missions seraient organisées dans différents pays en développement Membres qui jouent un rôle particulièrement important dans le commerce mondial. Ces activités seraient menées à l'intention des fonctionnaires responsables du rassemblement des données tarifaires et des statistiques d'importation. Des renseignements généraux sur les conditions relatives à la BDI seront fournis et des contacts établis avec des représentants nationaux en vue d'un suivi et de la collecte des données.

A partir du milieu de l'année 1998, des séminaires régionaux consacrés à la BDI pourraient être organisés. Ces séminaires porteraient sur tous les aspects des besoins en matière de données, l'utilisation du logiciel PC de la BID pour la préparation des communications, la mise sur pied de bases de données douanières et commerciales dans les administrations nationales, l'utilisation de la fonction de transfert de fichiers via Internet et l'utilisation du CD-ROM de la BDI. Ces séminaires pourraient être organisés par groupes régionaux et linguistiques et, dans la mesure du possible, en coopération avec la BID.

Il serait utile que les participants à ces séminaires y apportent les données tarifaires et statistiques d'importation les plus récentes sur support électronique, en vue de les communiquer ou de les soumettre au personnel chargé de la BDI.

d) Etablissement de points de contact dans les missions et les administrations nationales

Des points de contact pour la BDI ont déjà été établis dans les capitales de certains pays. Toutefois, le réseau doit être étendu pour couvrir un plus grand nombre de pays en développement et de pays moins avancés. Les missions effectuées par le personnel chargé de la BDI ou par le personnel d'autres divisions auront également pour objectif de mettre régulièrement à jour cette liste. Le Secrétariat obtiendrait également ces renseignements auprès des missions à Genève.

e) Collaboration avec d'autres organisations internationales et secrétariats régionaux

Pour certains pays en développement, la collecte de données sur les droits de douane et les importations peut se révéler extrêmement difficile car l'infrastructure de base fait défaut. A cet égard, il conviendrait que le Secrétariat entre en contact avec des organisations telles que le PNUD, l'OMD, la Banque mondiale et les banques de développement régionales pour définir les conditions de base devant régir la mise en place de cette infrastructure et son financement.

Les communications destinées à la BDI relèveront cependant de la responsabilité du pays Membre concerné, qui les fera parvenir directement à l'OMC, indépendamment de la source dont proviennent les informations.

Quelques organisations internationales s'intéressant à la collecte et au traitement des statistiques douanières et des statistiques d'importation ont déjà été recensées. On trouvera ci-après un exposé succinct de leurs programmes respectifs:

CNUCED - (SYDONIA - Système douanier automatisé)

En 1984, la CNUCED a lancé un système informatique visant à faciliter les opérations douanières en vue d'aider les pays en développement à rassembler et à compiler des données sur le commerce extérieur. Créé pour répondre aux besoins du commerce international et pour promouvoir l'efficacité commerciale, le système tient compte des interactions entre le commerce, les fournisseurs de services et les utilisateurs des transports. Le projet SYDONIA a pour principaux objectifs de raccourcir les délais à la frontière, d'accroître les recettes douanières, de simplifier les formalités et de promouvoir le commerce. Toutefois, il n'a pas pour objet de recueillir des données commerciales et tarifaires dans les pays concernés.

A l'heure actuelle, la CNUCED offre une assistance technique pendant une période de deux ans après l'installation du système SYDONIA dans un pays. Il existe trois centres de formation - à Malte, à Kuala Lumpur et à Lusaka. Il est prévu de créer un quatrième centre pour les Caraïbes en 1998.

Pour commencer, le Secrétariat de l'OMC pourrait demander des renseignements sur les droits de douane et les importations aux pays où le projet SYDONIA a déjà été mis en oeuvre.

EUROSTAT - (Projet EUROTRACE)

Le projet EUROTRACE est mis en oeuvre par EUROSTAT; il comprend un volet national et un volet régional.

Sur le plan national, EUROTRACE s'adresse aux statisticiens des administrations publiques chargés de produire, de diffuser et d'analyser les statistiques du commerce extérieur. A l'heure actuelle, il est installé dans 48 pays, principalement dans les bureaux de statistique nationaux. Plus précisément, le système sert à recueillir des données sur le commerce extérieur, à en vérifier la fiabilité, à corriger les données si nécessaire et à établir les statistiques du commerce extérieur.

Le volet régional est destiné aux organisations régionales. A l'heure actuelle, des sites ont été installés à la CEDEAO (Communauté économique des Etats de l'Afrique de

l'Ouest) et au COMESA (Marché commun de l'Afrique orientale et australe). Le système sert à établir des statistiques intrarégionales et extrarégionales sur le commerce extérieur. Il compile les données agrégées provenant des États membres, qui sont ensuite transférées dans une base de données statistiques commune, à partir de laquelle les chiffres du commerce extérieur régional sont calculés.

Les données produites par SYDONIA peuvent être importées dans EUROTRACE. Les renseignements statistiques sur les importations, les exportations ou les réexportations - y compris la valeur en douane et le poids net - peuvent être triés par produit, par pays et par période. EUROTRACE permet de définir et d'utiliser des nomenclatures de marchandises types telles que le Système harmonisé (SH) ou la Classification type pour le commerce international (CTCI).

Aux fins de la BDI, le Secrétariat de l'OMC pourrait demander des renseignements sur les importations aux pays où le projet EUROTRACE a été mis en oeuvre et se mettre en contact avec les organisations régionales.

OMD

L'OMD organise des séminaires et ateliers dans les pays en développement. Les séminaires régionaux visent à expliquer l'évolution du SH, à mieux faire accepter le système et à en assurer une mise en oeuvre uniforme. Les ateliers, organisés à l'intention des pays qui en font la demande, portent généralement sur les problèmes rencontrés dans la mise en oeuvre du SH; ils visent aussi à aider les pays à transposer les classifications (par exemple de la NCCD au SH) et à régler les problèmes de correspondance posés par le passage de l'ancienne à la nouvelle version du SH.

Plus récemment, le Conseil de l'OMD a adopté une résolution recommandant aux administrations douanières nationales et bureaux nationaux de statistique de communiquer à la Division de statistique de l'ONU des données commerciales établies au niveau des positions à six chiffres du SH.

Banque interaméricaine de développement (BID)

En mars 1995, dans le contexte de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA), le Groupe de travail du Comité de l'accès aux marchés a demandé à la BID de créer une base de données sur l'accès aux marchés des pays du continent américain. En 1995 et 1996, la BID a demandé au Secrétariat de l'OMC - et obtenu de ce dernier - une aide à la formation concernant les conditions relatives à la BDI, la préparation des communications et la clarification du contenu et des formats de la BDI.

La base de données ZLEA a été établie d'après les informations contenues dans la BDI, mais les pays participants à la ZLEA sont convenus de fournir les données tarifaires et commerciales en format PC.

Des pays ont fourni ces données à la ZLEA. En communiquant les mêmes données à l'OMC, ils s'acquitteraient de leur obligation de notification à la BDI.¹ Cependant, la plupart des membres de la ZLEA n'ont pas fourni jusqu'à présent ces informations à l'OMC.

¹Sauf en ce qui concerne les droits consolidés actuels, au sujet desquels des renseignements ne sont pas toujours fournis à la ZLEA.

Secrétariats régionaux

Les secrétariats régionaux tels ceux de la CARICOM, de l'ANASE, de l'APEC et la CESAP pourraient jouer un rôle très utile en faisant connaître à leurs pays membres les conditions relatives à la BDI et en assurant le suivi de la collecte de données sur les droits de douane et les importations. La Banque interaméricaine de développement a organisé plusieurs ateliers concernant les conditions relatives aux données ZLEA, qui ont eu beaucoup de succès.

f) Assistance via Internet

Pour les pays reliés à Internet et/ou disposant du courrier électronique, l'assistance technique pourrait être fournie en partie par ces moyens, une fois les contacts établis avec les administrations nationales.